



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Pessac

25 septembre 2009

**Bulletin du Comité NPA de Pessac
et des élus municipaux anticapitalistes et solidaires**

Contact : npa.pessac@yahoo.fr - Sites : <http://pessac.npa33.org> - <http://www.npa2009.org>

France Télécom : morts pour le profit capitaliste

En 18 mois, 23 salariés de France Télécom se sont suicidés. Mais dans une conférence de presse, le PDG de l'entreprise a déclaré cyniquement qu'il n'y voyait qu'une « mode » !

Il ne pouvait pas mieux montrer l'arrogance et le mépris des possédants à l'égard des travailleurs et comment ils rabaissent ceux qui travaillent. Selon lui, ces salariés qui craquent seraient des individus fragiles qui ont des problèmes personnels et ne savent pas s'adapter aux évolutions technologiques. Le rédacteur en chef de L'Express en a rajouté en expliquant qu'en gros les fonctionnaires seraient des planqués qui ne s'habituent pas aux conditions de travail du privé. Cynique ! Alors que chez Peugeot, Renault et dans bien des entreprises du privé comme du public, les suicides de travailleurs sont de plus en plus nombreux.

Le profit et la privatisation tuent

Depuis 1997, date où le gouvernement de gauche de Jospin a procédé à la première ouverture au capital de France Télécom, ses effectifs sont passés de 145 000 à 80 000 sur la maison-mère. Voilà la source des souffrances au travail. Le but de toutes les privatisations, les ouvertures de capital, c'est de faire passer les prodigieux bénéfices dans les poches des capitalistes.

Cela signifie réduire les coûts, et ce qui coûte, ce ne sont pas les dividendes versés aux actionnaires, mais le personnel. La concurrence effrénée entre opérateurs téléphoniques, les restructurations incessantes, la mobilité forcée et le chantage à l'emploi qui les accompagnent sont à la base d'une gestion par le stress qui aggrave la charge de travail, déstabilise et dévalorise, dans le but de faire craquer ces salariés qui ont une culture de service public et de les amener à quitter « volontairement » l'entreprise. Face aux suicides, la seule chose qu'a prévu la direction de France Télécom, ce sont des psychologues mais elle a exclu tout arrêt des restructurations !



C'est la société capitaliste qui est malade

Beaucoup de salariés de bien des entreprises se sentent proches, voire se reconnaissent dans ces agents qui ne dorment plus, tombent en dépression, se bourrent d'anxiolytiques et dont la détresse a été pour une fois médiatisée.

La soif de profits des capitalistes broie des vies partout. Plus d'une personne par jour se suicide au travail. Plus de 60 % des salariés trouvent leur travail stressant, et cela, avant la vague de licenciements amenée par la crise... Et ce ne sont pas que les salariés, mais aussi les petits paysans qui sont victimes des profiteurs : quatre producteurs de lait par exemple se sont donné la mort parce que la grande distribution les étrangle.

Alors, pour ne pas se bourrer de médicaments il faut mettre la pilule à nos exploiters. Il nous faut faire entendre nos droits, nos intérêts, réaffirmer haut et fort que nos vies valent plus que leurs profits, comme les ouvriers de l'automobile l'ont fait le 17 septembre devant la Bourse de Paris. C'est cela, tous ensemble, qu'il nous faut préparer afin de préserver notre avenir et notre santé et en finir avec la loi des actionnaires et du profit.

Échos du conseil municipal du 17 septembre



Aider les entreprises... ou les travailleurs et la population ?

Une partie importante du conseil a été consacrée à la présentation par la mairie du contrat de « co-développement » qu'elle a signé avec la CUB.

Sans rentrer dans le détail de la multitude de projets qui font l'objet du contrat, Alexandre Hourticq a dénoncé la logique d'« aide » aux entreprises qui le sous-tend.

Un certain nombre des actions regroupées sous le joli titre de « *Boulevard de la connaissance* » ont pour objectif déclaré de « *renforcer la compétitivité de notre économie* ». De fait, ces actions consistent essentiellement à mettre à disposition d'entreprises privées divers services financés sur les fonds publics, en espérant que cela les incitera à s'installer à Pessac et ainsi à créer des emplois.

Tout le monde connaît pourtant les limites de cette politique. Chaque jour des entreprises licencient ou menacent de le faire, laissant les pouvoirs publics impuissants, alors qu'ils les ont largement aidées, à l'image de Soletron, Ford et bien d'autres. Des entreprises qui laissent des milliers de salariés sur le carreau sans rembourser le moindre centime de l'argent des contribuables perçu sous forme de subventions, d'exonérations et de services.

Les centaines de millions d'euros qui ont été et continuent à être ainsi versés sous des formes différentes aux entreprises par la CUB, les communes, le département ou la région (et sans que la population n'ait le moindre contrôle sur ce qui est fait de son argent) pourraient servir de manière bien plus sûre et utile à l'emploi. Entre autre en créant de véritables emplois dans les services publics, à travers en particulier la remise en régie publique de services délégués à des entreprises privées, en commençant par les transports et l'eau.

Pour les bus et le tram, non seulement la collectivité paie les infrastructures, mais elle éponge aussi les pertes d'exploitation, tout en permettant à Véolia hier et Kéolis aujourd'hui d'empocher des bénéfices... Pas besoin d'être un spécialiste pour comprendre que les dividendes qu'empochent les actionnaires creusent d'autant les fameuses pertes du budget transport de la CUB !

Et pour l'eau, le reversement de 46 millions d'euros à la CUB par Suez-Lyonnaise des Eaux (pour tenter de faire oublier une partie de ses rapines) donne une petite idée de l'argent du contribuable qui est détourné.

À propos du budget de la CUB

Les sommes qui alimentent les dividendes des actionnaires des multinationales de l'eau et des transports seraient bien mieux utilisées à augmenter les effectifs de la CUB et à assurer de meilleurs salaires.

Mais ça n'est manifestement pas dans les objectifs de la CUB, puisqu'on peut lire aussi dans le rapport remis aux élus que celle-ci se félicite du fait que la part de son budget réservée aux salaires n'ait augmenté que de 2,75 % l'année passée.

Cette somme est même bien inférieure à la moyenne nationale qui est de 144 € par habitant à la CUB au lieu de 217 € pour la moyenne des communautés urbaines... sans commentaire.

Une certaine conception de la « démocratie »

Lors du précédent conseil municipal, en juillet, les élus NPA avaient souhaité mettre à l'ordre du jour la réorganisation du travail des aides à domicile du CCAS que contestait le personnel (voir le précédent bulletin NPA). Le maire n'ayant pas voulu, nous avons alors demandé à ce que cela soit traité sous forme de « question orale », qui permet à tout élu de s'exprimer à la fin du conseil.

Mais si Isabelle Ufferte a bien pu prendre la parole, en présence de 25 grévistes qui assistaient silencieusement au conseil (puisque le public ne peut intervenir), elle n'a pu reprendre la parole suite à la réponse qui lui a été faite et qui était bien peu satisfaisante. En effet, le maire, excédé, a levé brutalement la séance et est revenu sur ses pas pour couper le micro...

Nous avons donc protesté au début du conseil de rentrée, rappelant que le règlement intérieur du conseil prévoit le droit de reprendre la parole (ce qui est bien le moins !). Mais le maire a justifié son geste : nous avons paraît-il parlé 15 minutes la première fois, au lieu des 5 tolérées : donc pas de deuxième tour pour défendre les intérêts des salariés face à leurs employeurs !

Il y a de toute évidence des minutes qui comptent plus que d'autres, et des sujets qui fâchent fort ! Même si chacun sait que le conseil municipal est bien plus une chambre d'enregistrement qu'un lieu de débat et d'élaboration, il y a un minimum de respect des opinions, des points de vue de chacun. Et nous comptons bien continuer à faire entendre les idées pour lesquelles nous avons été élus, à l'extérieur du conseil municipal comme en son sein...

Privatisation de la Poste : Exprimons notre opposition !

Sarkozy, le gouvernement et la direction de La Poste ont décidé de transformer La Poste en société anonyme. Il s'agit de la privatisation programmée de La Poste engagée dans les années 1980.

Il n'y a pas si longtemps, La Poste et les télécommunications étaient regroupées en une seule entreprise plus connue sous le sigle PTT. Mais avec l'acte unique européen (1986) et la décision de construire un « grand marché intérieur » naît l'idée de créer des réseaux ouverts à la concurrence. C'est dans ce cadre que, le 1^{er} janvier 1988 en France, la Poste et les télécommunications se séparent en deux entités distinctes et que naît France Télécom. La suite est un long parcours visant à couper progressivement les liens avec l'Etat.

D'abord, en 1990 avec la loi du socialiste Quilès, France Telecom, tout comme La Poste, se transforment en exploitants de droit public, doté de l'autonomie financière et d'une personnalité morale distincte de l'Etat.

France Telecom se transforme en société anonyme en 1996. Aujourd'hui, l'Etat n'en détient plus que 26 %. Tel sera, n'en doutons pas, l'avenir de La Poste si elle entre dans l'engrenage de l'ouverture du capital.

Concernant les services postaux, un livre vert est publié en 1992 par la commission européenne, suivi en 1994 d'une résolution du conseil des ministres de l'Union, le tout aboutissant en 1997 à une première directive. Toutes les directives postales ont été validées par les gouvernements successifs.

Cette politique a eu des effets désastreux en matière de désorganisation du service public postal. Néanmoins, à aucun moment les directives européennes n'ont imposé un statut aux opérateurs postaux. Il s'agit bien d'une décision des gouvernements français.

Depuis 2002, en France, plus de 6 200 bureaux de poste ont été fermés et plus de 51 000 emplois supprimés. Les files d'attente s'allongent aux guichets, la distribution de courrier se dégrade. La privatisation entraînerait une détérioration encore plus considérable du service public. Les impératifs financiers prendraient encore plus le pas sur l'intérêt général. Aujourd'hui, Estrosi déclare que La Poste sera une société anonyme 100% publique. Cette promesse est connue : les usagers et les personnels de France Telecom, Air France, d'EDF ou GDF ont déjà donné !



**jusqu'au 3 octobre,
Votation citoyenne
POUR OU CONTRE LA PRIVATISATION
DE LA POSTE?**



Ce projet gouvernemental, nous avons tous intérêt à le combattre.

Un collectif national www.appelpourlaposte.fr/ regroupant associations, syndicats, partis politiques, dont le NPA, a demandé à Sarkozy de consulter la population. Il a refusé.

Le collectif national a donc décidé d'organiser lui même une consultation nationale sous forme de votation, ouvert à tous, sur tout le territoire.

L'organisation de cette consultation sur Pessac est en cours.

Fête du NPA 33 !

**Samedi 3 octobre
à partir de 14h**

Salle Bellegrave à Pessac

Forums - expositions - librairie - musique et Débats :

à 14 h

- *Luttes et organisation de la jeunesse en Europe*
- *Parti et mouvement*

à 21 h *Contre la Françafrique*

à 16 h

- *Après le 17 septembre, poursuive les convergences*
- *Crise économique, crise écologique*
- *Quelle unité à gauche ?*

Meeting à 18h

*restauration et
garde enfants sur place*



CINEMA



Judi 1er octobre à 20h30 au cinéma UTOPIA de BORDEAUX

Projection en avant première du film

"LA DOMINATION MASCULINE"

de Patric JEAN

Projection suivie d'un débat avec l'auteur,
le Collectif bordelais pour le droit des femmes, Espace Marx et le NPA 33